



## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Procédure adaptée ouverte**

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique

---

**MARCHE N°2626D01MP**

**FOURNITURE DE CARTES ACCREDITIVES POUR  
L'ACHAT DE CARBURANT AUPRES DE RESEAUX DE  
STATIONS-SERVICES ET PRESTATIONS ASSOCIEES  
POUR LE PARC AUTOMOBILE  
DE LA CCI DE LA DROME**

---

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Drôme**

52-74 Rue Barthélémy de Laffemas

BP 1023

26010 VALENCE

Profil Acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cellule de la commande publique : [marches@drome.cci.fr](mailto:marches@drome.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	4
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée du contrat .....	5
5.2 - Reconduction.....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7 - Garanties Financières.....	6
8 - Avance .....	6
9 - Modalités de règlement des comptes.....	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
9.3 - Délai global de paiement.....	7
9.4 - Paiement des cotraitants .....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable.....	8
11.1- Spécifications techniques.....	8
11.2- Conditions d'exécution .....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	9
12.1 - Vérifications .....	9
12.2 - Décision après vérification.....	9
13 - Pénalités.....	9
13.1 - Pénalités de retard .....	9
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	9
13.3 - Autres pénalités spécifiques.....	9
14 - Assurances.....	10
15 - Clause de réexamen.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	11
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
17 - Règlement des litiges et langues.....	11
18 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	11
19 - Dérogations.....	12
20 - Clauses techniques particulières .....	13

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

FOURNITURE DE CARTES ACCREDITIVES POUR L'ACHAT DE CARBURANT AUPRES DE RESEAUX DE STATIONS-SERVICES ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LE PARC AUTOMOBILE DE LA CCI DE LA DROME.

Le présent marché a pour objet la fourniture et la gestion de cartes accréditives destinées à l'approvisionnement en carburant pour les véhicules de la CCI de la Drôme. Ces cartes permettront l'achat de tout type de carburant (gazole, essence, GPL, carburants alternatifs, etc.) ainsi que, le cas échéant, de services associés (lavages, péages, produits d'entretien, etc.).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

#### Lieu(x) d'exécution :

Le titulaire devra mettre à disposition du pouvoir adjudicateur un réseau de distribution de carburant assurant une couverture effective sur l'ensemble du territoire national.

Ce réseau devra présenter une densité particulièrement élevée dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et dans les départements de la Drôme (26) et de l'Ardèche (07).

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Le marché porte sur une prestation indivisible comprenant la fourniture, la gestion et le suivi des cartes carburant, ne permettant pas d'identifier des prestations distinctes. De plus, l'allotissement risquerait d'entraîner des difficultés techniques et une complexité accrue dans l'exécution, ainsi qu'un surcoût pour l'acheteur.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un maximum de 89 000 € HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant maximum en € HT 1 <sup>ère</sup> période (initiale) 1 an	Montant maximum en € HT 2 <sup>ème</sup> période (Reconduction) 1 an	Montant maximum en € HT 3 <sup>ème</sup> période (Reconduction) 1 an	Montant maximum en € HT 4 <sup>ème</sup> période (Reconduction) 1 an
22 250 €HT	22 250 €HT	22 250 €HT	22 250 €HT

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, le cas échéant.

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre titulaire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du

présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### ***5.1 - Durée du contrat***

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 02/03/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### ***5.2 - Reconduction***

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **6 - Prix**

### ***6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués***

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et son bordereau de prix.

Le taux de remise sur prix public applicable est fixe sur la durée du marché, y compris la période de reconduction.

Les prix pratiqués sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures matériels et sujétions du titulaire.

### ***6.2 - Modalités de variation des prix***

Seuls les prix du carburant peuvent varier en fonction de l'évolution des prix pratiqués par les enseignes.

#### **- Taux de remises**

Les taux de remise consentis par le titulaire au titre du présent marché et rendus contractuels à la notification sont fermes et définitifs pendant la durée globale du marché toutes périodes de reconduction incluses.

Ces taux de remise figurent dans le bordereau de prix du présent marché.

- **Frais de transaction**

Les frais de facturation appliqués par le titulaire au titre du présent marché et rendus contractuels à la notification sont fermes et définitifs pendant la durée globale du marché toutes périodes de reconduction incluses.

Ces frais de transaction figurent dans le bordereau de prix du présent marché.

- **Prix des abonnements et des frais de gestion des cartes accréditives**

Le prix des abonnements des différentes cartes accréditives est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Seules les cartes actives peuvent faire l'objet de la facturation d'un abonnement.

- **Prix des frais de fabrication, de réémission, de personnalisation et des frais de port des cartes accréditives**

Le prix des frais de fabrication, de réémission, de personnalisation et des frais de port des cartes accréditives est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

- **Prix de l'abonnement mensuel permettant l'accès à la plateforme de gestion en ligne**

Le prix est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### ***9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs***

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### ***9.2 - Présentation des demandes de paiement***

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18263001200017
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 2626D01MP

Contact comptabilité facturation : [fournisseurs-drome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:fournisseurs-drome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

Le titulaire devra établir chaque mois deux factures distinctes :

- Une pour le centre de facturation « Hôtel Consulaire »
- Une pour le centre de facturation « CFPF ».

Chaque facture devra être récapitulative pour l'ensemble des cartes affectées aux centres de facturation concernés, avec des sous-totaux par numéro de carte et par type de prestation.

Les abonnements et frais de gestion liés aux cartes accréditives affectées à ces centres de facturation devront être intégrés dans ces factures et ne devront pas faire l'objet d'une facturation séparée.

Les factures devront être mises à disposition sous format électronique et téléchargeables via l'espace client du titulaire.

### ***9.3 - Délai global de paiement***

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### ***9.4 - Paiement des cotraitants***

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est

effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché,
- En phase exécution : les éventuels avenants, et les échanges liés à des difficultés d'exécution.

En revanche, la notification des bons de commande ne sera pas effectuée par le biais du profil d'acheteur.

### **Stockage, emballage et transport :**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

### **Conditions de livraison :**

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## **11 - Développement durable**

### ***11.1- Spécifications techniques***

Le titulaire s'engage à fournir, sur demande, les fiches de données de sécurité (FDS), attestant de la conformité environnementale des carburants.

### ***11.2- Conditions d'exécution***

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Chaque déplacement doit être enregistré avec précision, garantissant une facturation claire et détaillée, ce qui permettra une analyse approfondie des consommations et des coûts énergétiques.

Cette démarche ne vise pas seulement à simplifier les aspects administratifs, mais également à réaliser des économies significatives et à optimiser la planification des trajets pour réduire les kilomètres superflus.

De plus, elle doit faciliter au gestionnaire de flotte le suivi des dépenses, la détection d'éventuelles anomalies, et lui permettre d'opérer des ajustements en temps réel. La carte carburante devrait devenir un outil essentiel dans une stratégie de gestion durable et intelligente, contribuant activement à la réduction de l'empreinte carbone.



## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Retard dans la livraison des cartes à la mise en place du marché au-delà du délai de 5 jours ouvrés suivant la validation par la CCI de la liste des cartes à émettre	Forfaitaire	100 € par jour de retard
Non-remplacement d'une carte défectueuse/perdue/volée dans le délai de 5 jours ouvrés	Forfaitaire	30 € par jour de retard, par carte
Indisponibilité du portail client au-delà de 24 heures	Forfaitaire	100 € par jour
Non-respect du format ou des exigences de détail de facturation après demande de mise en conformité restée infructueuse	Forfaitaire	150 € par facture non conforme
Manquement aux conditions d'exécution des prestations relatives à l'atteinte des objectifs de développement durable	Forfaitaire	50,00 € Par constatation d'un manquement dans l'outil de reporting
Manquements répétés aux obligations contractuelles (non-conformité aux clauses techniques particulières, qualité de service, erreurs de facturation récurrentes, etc.)	Forfaitaire	100€ par manquement

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- **Ajout ou modification de prestation dans le bordereau de prix :**

Exceptionnellement si les prix au bordereau de prix ne permettent pas de chiffrer la prestation sur demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire proposera un prix sous réserve de justifier ce dernier. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) et sont intégrés dans le bordereau de prix.

- **Modifications ou nouvelle condition d'exécution des prestations dans le respect du budget imparti :**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

- **Modification du montant maximum**

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen par les deux parties si cette modification est rendue nécessaire :

- ✎ Par l'évolution des coûts du contrat, résultant d'événements irrésistibles et extérieurs aux parties, conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché, des sommes ayant un impact significatif sur l'équilibre du contrat.

## **16 - Résiliation du contrat**

### ***16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre***

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ***16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire***

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme **APROVALL** (ex E-ATTESTATIONS) mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire

## 19 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## 20 – Clauses techniques particulières

Les prestations de fourniture de carburant de tout type doivent être conformes aux normes et spécifications techniques en vigueur, notamment celles relatives à la qualité des produits distribués, à la sécurité des transactions et à la conformité environnementale.

À titre indicatif et sans valeur contractuelle, la consommation annuelle moyenne du parc automobile de la CCI de la Drôme s'élève à environ 14 000 litres (dont 8 000L SP, 6 000L Gazole) pour l'exercice 2025.

### Lieux d'exécution :

Le titulaire devra mettre à disposition du pouvoir adjudicateur un réseau de distribution de carburant assurant une couverture effective sur l'ensemble du territoire national.

Ce réseau devra présenter une densité particulièrement élevée dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et dans les départements de la Drôme (26) et de l'Ardèche (07), ainsi qu'un maillage significatif sur l'ensemble du réseau autoroutier, afin de garantir une disponibilité optimale du service dans ces zones prioritaires.

### Cartes accréditives :

Le titulaire devra fournir des cartes accréditives personnalisées, nominatives ou rattachées à un véhicule, sécurisées et utilisables dans l'ensemble du réseau de distribution précisé dans son offre.

Chaque carte devra permettre :

- La mise en place de plafonds mensuels de consommation
- Des limitations spécifiques selon les besoins du pouvoir adjudicateur (par carburant, par zone géographique, par jour de la semaine, etc.).

Le titulaire délivrera un nombre initial de 31 cartes accréditives, réparties comme suit :

- 15 cartes pour le centre de facturation « CCI – Hôtel Consulaire »,
- 16 cartes pour le centre de facturation « CFPF ».

Ce nombre est susceptible d'évoluer au cours de l'exécution du marché, selon les besoins du pouvoir adjudicateur.

Les informations précises relatives à la répartition, aux affectations et aux caractéristiques des cartes (immatriculation, plafonds, limitations, etc.) seront communiquées à la notification du marché. Le titulaire devra livrer les cartes accréditives correspondantes dans un délai de cinq (5) jours ouvrés.

En cas d'entrée d'un nouveau véhicule dans le parc, la création d'une carte supplémentaire s'effectuera sur demande, par courriel ou via l'espace client. Le délai maximum de délivrance est fixé à cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande.

La CCI procèdera au renouvellement intégral de sa flotte de véhicules LLD (14 véhicules en tout) aux alentours de mars 2027. Le titulaire devra émettre les nouvelles cartes correspondantes sans surcoût.

En cas de perte, de vol, de démagnétisation ou de défaillance d'une carte, celle-ci devra être remplacée dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter du signalement par le pouvoir adjudicateur.

Le remplacement des cartes défectueuses, perdues ou volées devra s'effectuer sans frais supplémentaires pour le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra garantir la continuité du service et assurer, pendant toute la durée du marché, la disponibilité effective des cartes et des services associés.

### **Services complémentaires :**

La prestation d'achat de carburant pourra être complétée par les services complémentaires suivants (liste non exhaustive) :

- Frais de péage autoroutier
- Frais de télépéage
- Frais de parking
- Frais de tunnels et de ponts
- Frais de lavage des véhicules
- Fourniture en boutique (exclusivement : lubrifiants, liquides lavage de vitre)

Les services complémentaires disponibles devront être listés de manière exhaustive. Le titulaire précisera les conditions d'accès à ces services (modes d'activation sur carte, modalités de facturation, options disponibles, etc.). Ces services ne pourront générer aucun surcoût sur l'abonnement ou les frais de gestion, sauf stipulation préalable dans le marché et accord écrit entre les parties.

Les prestations autres que la fourniture de carburant seront facturées au prix affiché par le prestataire de service, et refacturées à la CCI de la Drôme sans aucune majoration par le titulaire.

### **Espace client :**

Le titulaire devra mettre à disposition de la CCI un espace client sécurisé accessible en ligne permettant la gestion administrative des cartes et le suivi des consommations.

Cet outil devra permettre au minimum :

- La création, modification, suspension et suppression des cartes.
- L'accès aux données suivantes : numéro de carte, immatriculation, type de carburant
- Le suivi des consommations, avec alertes paramétrables en cas de dépassement de seuils
- La supervision de la facturation et l'édition de rapports détaillés
- L'exportation des données de consommation et de facturation aux formats standards (CSV, XLSX, PDF).

### **Assistance et support :**

Le titulaire mettra en place un dispositif d'assistance technique et commerciale, accessible pendant les heures ouvrées, permettant de traiter toute demande liée aux cartes, aux transactions ou à la facturation.

Ce support devra être joignable par téléphone et par courriel, avec un délai de réponse maximal de 48 heures ouvrées.

**Interruption du service et rupture d'approvisionnement :**

En cas de rupture de stock chez le titulaire ou l'un de ses distributeurs, le titulaire s'engage à fournir un produit équivalent ou supérieur au même prix.

En cas d'interruption du service de distribution, même partielle, le titulaire devra en informer la CCI dans les plus brefs délais et convenir avec elle des mesures de substitution nécessaires afin d'assurer la continuité du service.

Toute défaillance répétée dans la continuité d'approvisionnement ou l'accès au réseau pourra être considérée comme un manquement au titre des obligations contractuelles.

**Conditions d'utilisation :**

Le pouvoir adjudicateur conserve la faculté d'utiliser les cartes non seulement pour le véhicule correspondant mais également de manière accessoire pour d'autres véhicules temporairement dépourvus de carte ou pour l'achat au détail de carburant en petites quantités (ex. remplissage de jerricanes pour matériels d'entretien).